

Congrès de l'Uniopss : les associations se projettent dans l'avenir...

Alors que débute un nouveau quinquennat, les associations du secteur social, sanitaire et médico-social se sont rassemblées à Rennes les 13 et 14 mai pour le Congrès de l'Uniopss, une manifestation organisée avec l'Uriopss Bretagne qui a mobilisé de nombreux adhérents. Les acteurs associatifs sont revenus sur leurs attentes et leurs priorités pour les cinq prochaines années en matière d'écologie, de démocratie et de solidarité...



Transition : une histoire de confiance
et de méthode...

[p. 18](#)

Développement durable ou
croissance verte ?

[p. 20](#)

Quel visage de la transition écologique ?
[p. 22](#)

La société inclusive à quel prix ?
[p. 24](#)

Transition : une histoire de confiance et de méthode...

Intervenant en ouverture du 34^e Congrès de l'Uniopss, Gilles de Margerie, Commissaire général de France Stratégie, a rappelé les conditions pour relever collectivement le défi du développement durable.

Comment faire face aux nombreuses crises qui rongent notre vivre ensemble, tout en gardant le cap sur la nécessaire protection de notre planète ? Telle a été l'épineuse question à laquelle a tenté de répondre Gilles de Margerie lors de la plénière d'ouverture du Congrès de l'Uniopss. Selon le Commissaire général de France Stratégie, les temps que nous vivons sont inhabituellement difficiles. La barbarie de la guerre est de retour sur le sol européen. Nous évoluons dans un environnement où montent les mouvements populistes et les régimes autoritaires, un monde du contrôle politique et policier de la vie des citoyens. La crise sanitaire nous a aussi fait prendre conscience que les interdépendances économiques qui avaient été construites avec des échanges commerciaux plus intenses, pouvaient se transformer en des dépendances. « *Nous nous sommes rendu compte à quel point nous sommes fragiles. Et ce, alors même que depuis des années,*

une croissance faible soumettait à de fortes tensions notre système de protection sociale. » Ces évolutions se produisent à un moment où l'humanité entière doit faire face à un défi historique, pour changer le cours du climat après que les activités humaines l'ont pendant longtemps, sans en prendre conscience, fait évoluer vers un réchauffement de plus en plus préoccupant.

Lutter contre les inégalités

C'est dans ce contexte que France Stratégie a publié le 11 mai son rapport intitulé « *Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique* ». Selon ce document, l'aspiration à une maîtrise collective de notre destin dans la durée peut permettre de diminuer la défiance extrême de nos concitoyens entre eux et avec les autres. L'objectif est de pouvoir se projeter à la fois dans les dimensions multiples de l'action publique, d'orchestrer et de planifier. Il convient

Entrer en résistance

Pour Anne Salmon, chercheuse au CNAM et intervenante lors de la plénière d'ouverture du Congrès de l'Uniopss, les logiques néolibérales et la marchandisation du social conduisent à une dérive gestionnaire chez bon nombre d'acteurs de la solidarité et à une perte de sens. Dans ce contexte, le dogmatisme de la commande publique impose la concurrence sous couvert d'efficacité. « *Le management devient l'unique source de bonne gouvernance et les savoirs surplombants s'imposent comme seule*

vérité en invalidant les savoirs pratiques et situés ». Pourtant, cette tendance est loin de constituer une fatalité et il semble nécessaire de reconnaître la légitimité des savoirs situés, en prise directe avec les problématiques sociales, éprouvées par les personnes en chair et en os. Pour atteindre cet objectif, les professionnels doivent refuser de se résigner face aux injonctions descendantes, qui, souvent, méprisent la diversité des pratiques. Les travailleurs sociaux et tous les acteurs du médico-

social, du social, peuvent affirmer que leur savoir d'action combiné aux savoirs d'expérience, sont valables. « *On l'a vu, de nombreuses expérimentations existent déjà, des expérimentations démocratiques, qui sont déjà le fruit d'une réflexion ancrée et participative. Alors, de la place d'une légitimité consolidée, forte de ces nouvelles alliances, le monde associatif pourra peser davantage dans le débat public pour défendre un projet solidaire renouvelé, susceptible de construire demain.* » ●



en effet de tenir ensemble les impératifs liés à la transition écologique, à la justice sociale, à l'élaboration démocratique des politiques qui impacteront significativement notre quotidien, et aussi à la faisabilité humaine, technique, économique des réformes à mener.

Dans ce cadre, la priorité des priorités, selon Gilles de Margerie, doit être la lutte contre les inégalités de destin, inégalités qui commencent avec l'endroit où l'on est, la famille avec laquelle on est, avec ses revenus, ses parcours, professionnels, personnels, migratoires, et les pertes de chance qui se cumulent étape après étape. Mais il s'agit d'un objectif à long terme qui suppose de rétablir de la confiance. « *Pour donner un nouvel élan, il convient d'organiser la confrontation des idées, l'accès aux connaissances. Il faut faire entendre l'argumentation délibérée de toutes les positions possibles dans le débat afin qu'un dialogue social de qualité revive* ». Tout ceci suppose de construire de la cohérence, en organisant les processus pour expliciter le cadre dans lequel agir, les objectifs de cinq ans sur lesquels se concentrer. Cela pourrait être le rôle d'une loi de programmation quinquennale, une forme de contrat de législature. « *Nous avons en France les ressources humaines pour le faire. Ce qu'il faut, c'est de la volonté, de la méthode, des processus, et un lieu.* » ●

Management associatif, développement durable et RSO : retrouver un lien « essentiel »

L'articulation entre l'écologique et le social est-elle nécessairement un problème, comme on a pu souvent l'entendre dans de nombreux débats et même dans le milieu associatif ? C'est bien une approche inverse que l'atelier sur le management associatif, le développement durable et la RSO a préconisée au Congrès de l'Uniopss. Mais encore faut-il adopter une perspective adéquate. C'est précisément ce qui se met en place lorsque l'on part des 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'ONU en 2015 et inscrits dans un agenda universel. En effet, s'intéresser à la fois à la vie d'un territoire, à l'accès aux institutions publiques, aux droits fondamentaux, à la cohésion sociale et à la planète n'est pas réellement différent de ce que portent les associations engagées de longue date pour une société plus juste, plus solidaire et plus respectueuse des collectivités humaines. Si l'on voit la question ainsi, la « RSO » (responsabilité sociétale des organisations) est un moyen pour s'inscrire dans la perspective des ODD, autrement dit non pas une obligation de plus, ou un effet de mode, ou encore un élément d'image de marque, mais une logique fondamentale qui permet de ré-ancrer le projet associatif dans la société.

Comme l'a expliqué Philippe Besson, directeur général de IMCP de la Loire, l'intérêt est d'abord d'inscrire tous les acteurs associatifs dans une démarche citoyenne qui donne du sens à l'action collective, dans une période où chacun se sent un peu impuissant face aux changements climatiques constatés. Mais il s'agit alors de s'inscrire dans un processus au long cours, autour duquel différents rouages peuvent s'agréger : les individus et les groupes peuvent s'y inscrire, avec leurs initiatives, leur engagement, leur appétence citoyenne : autant pour le cuisinier qui va travailler avec les circuits courts, que pour les responsables qui vont travailler une architecture durable, ou pour les éducateurs qui vont porter l'accès à l'emploi dans le bassin de vie... Pour l'IMCP Loire, association militante créée par des parents d'enfants en situation d'infirmité motrice cérébrale en 1965, ce projet est source de renouvellement, de mobilisation, d'attractivité et de fidélisation. Et si, finalement, repenser le management associatif par le chaînage ODD-RSO, comme un cercle vertueux, allait de soi ? ●

Christine Chognot, responsable de la Mission de Recherche et Prospective de l'Uniopss.

Le Congrès de l'Uniopss en 2022, c'est :

- 1 000 participants
- 19 ateliers participatifs
- 2 plénières
- 1 conférence grand public
- 47 exposants

Développement durable ou croissance verte ?

Florence Jany-Catrice, professeure d'économie à l'Université de Lille et Thomas Lesueur, commissaire général au développement durable ont débattu autour d'une vision renouvelée de la croissance dans une optique plus écologique. Passionnant.

Alors que la nécessité de protéger la planète se fait de plus en plus pressante, les postulats classiques de la croissance sont-ils encore valables ? Voici la question auxquels ont tenté de répondre, Florence Jany-Catrice, professeure d'économie à l'Université de Lille et Thomas Lesueur, commissaire général au développement durable, dans le cadre d'un débat passionnant lors du dernier Congrès de l'Uniopss. Selon l'économiste, il ne s'agit pas de se situer dans une perspective de croissance ou de décroissance, mais bien d'analyser dans le cadre des instruments de mesures actuels, les activités qui doivent décroître, comme les activités de production prédatrices, et d'un autre côté, celles qui devront continuer à évoluer en post-croissance, comme celles mobilisant l'éducation, une certaine forme de santé, l'alimentation de proximité, la production de liens et toutes ces utopies concrètes que génèrent notamment les acteurs de la solidarité. Pour Thomas Lesueur, il convient sans

doute de revisiter les outils de mesure de cette fameuse croissance, l'usage du PIB étant en train de montrer ses limites. Il existe depuis la loi de 2014 des indicateurs de richesse différents comme l'indice développement humain (IDH), que l'État publie, mais qui ne sont pas réellement utilisés par manque de volontarisme politique. La question est de savoir si l'on peut continuer de mettre des rustines au système, et donc si l'on peut se limiter à renouveler la question de la croissance en misant sur la croissance verte, s'est aussi interrogée Florence Jany-Catrice. « *Tout ceci renvoie quand même toujours à quelque chose d'un peu flou, un univers très technophile, avec l'idée selon laquelle les innovations vont permettre de compenser toutes les dégradations et catastrophes.* »

Lutter contre les inégalités

Un consensus a émergé en revanche lorsqu'il s'est agi d'envisager les leviers à mobiliser pour assumer cette fameuse transition écologique. « *Par le bas, il ne faut pas oublier la multiplicité des initiatives locales et citoyennes, en misant sur un dialogue social et écologique. Par le haut, c'est la planification, mais qui doit être transverse à l'ensemble des secteurs d'activité* », affirme Florence Jany-Catrice. Une vision que partage Thomas Lesueur qui ajoute : « *la cause du réchauffement climatique est très liée à la consommation. Les plus contributeurs sont les plus riches et les effets de la transition, c'est-à-dire quand on réduit, quand on change les modes de vie, ce sont les plus fragiles qui en paient le prix le plus élevé. Pour faire cette transformation, la lutte contre les inégalités est donc centrale.* » Un objectif qui passe sans doute également pour le retour à une démocratie plus vigoureuse, mais également par un plus grand pluralisme dans l'éducation de la jeunesse. ●



Les associations au cœur des mutations

Les associations ont sans doute une place essentielle à jouer pour relever les grands défis sociaux, environnementaux et démocratiques de notre temps, encore faut-il leur reconnaître ce rôle.

Quelle place des associations pour atteindre tous ces objectifs écologiques, sociaux et démocratiques ? Telle a été la question auquel ont tenté de répondre les intervenants de la dernière table ronde de la plénière d'ouverture du Congrès de l'Uniopss. Selon Michel Jezéquel, directeur général de l'association Don-Bosco et président de la CRESS de Bretagne, « Au-delà de leurs projets, du message qu'elles portent dans la lutte contre les inégalités ou le développement durable, les associations, par leur mode de fonctionnement, participent à un autre mode de développement. Elles sont des espaces de co-construction, de points de vue, de projets... ». Mais pour que celles-ci puissent parfaitement assumer ce rôle dans la transformation sociale de notre pays, les acteurs associatifs doivent bénéficier d'une véritable reconnaissance des pouvoirs publics qui ne doivent pas les considérer uniquement comme des prestataires de services, mais aussi comme des corps intermédiaires susceptibles d'enrichir la démocratie. Selon Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif, à l'heure de la défiance généralisée à l'égard des élus, insuffler plus de démocratie participative ne suffira sans doute pas. Celle-ci milite plutôt pour la promotion d'une démocratie d'exercice. « La démocratie participative

est une bonne chose, c'est bien d'interroger les citoyens, co construire avec eux, mais elle ne peut pas être utilisée à toutes les sauces. Il faut aussi favoriser le débat direct entre citoyens, la fameuse délibération autour d'un objectif commun dont sont porteuses les associations. »

Une vision qu'a partagé Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss qui également insisté sur la nécessaire reconnaissance des professionnels qui composent les associations, en détaillant les résultats de la mobilisation ces derniers mois du réseau Uniopss/ Oriopss sur le sujet. « La question est simple : à quel niveau de reconnaissance et à quel niveau financier on reconnaît les acteurs qui ont été essentiels, en particulier durant la crise ? » Jérôme Voiturier a également souligné la nécessaire liberté dont doivent bénéficier les acteurs de la solidarité pour toujours innover, tout en rappelant les rendez-vous qu'il ne faudra pas rater dans les cinq prochaines années sur le terrain du grand âge ou de la lutte contre les inégalités. ●



Retrouver les conditions du dialogue

Dans une intervention d'une immense richesse, le chef d'orchestre Philippe Forget a conclu la plénière d'ouverture du Congrès. Pour lui, nous ne pourrions réparer cette société fracturée par la crise sanitaire, les divisions et la défiance, qu'en recréant ensemble les conditions du dialogue. La recherche d'une harmonie fragile et complexe peut être comparée à celle d'un orchestre dont le but est de faire converger les voix discordantes de ses membres. Selon le chef d'Orchestre, chacun doit apporter là sa vibration, c'est-à-dire la perception du monde qui l'entoure. Pour autant, cette

vibration seule sera inopérante si elle n'est pas accompagnée par une amplification, c'est-à-dire par un espace de résonance. « Notre monde est vulnérable et périssable, il est entièrement voué à être fragile et éphémère, tout comme la symphonie de Brahms que vous entendrez un soir dans une salle de concert. Notre monde est fragile et éphémère, humainement, écologiquement, socialement. Ce n'est pas la performance de la prouesse technique qui motive toute construction, mais la volonté de rendre durable le symbole fragile d'une expression collective », a-t-il affirmé pour



conclure sa magnifique intervention. Autant de propos qui se veulent particulièrement inspirants. ●

Quel visage de la transition écologique ?

La Conférence grand public du Congrès de l'Uniopss, qui s'est déroulée le 13 mai, a permis de revenir sur les conditions de la transition écologique. Les intervenants ont particulièrement insisté sur la place des territoires et la nécessité de largement mobiliser les citoyens autour de cette mutation...

Écologie et le social sont-ils faits pour vivre ensemble ? Telle était la thématique de la Conférence grand public du dernier Congrès de l'Uniopss qui s'est déroulée le 13 mai dernier à Rennes et qui a rassemblé Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, Timothée Duverger, maître



de conférence à Sciences Po et responsable de la chaire territoires de l'ESS, ainsi que Stéphane Le Teuff, président de la Fédération française du bâtiment Bretagne. Pour Laurent Berger, il existe plusieurs conditions pour réussir la transition écologique. La première, est sans doute la promesse d'un avenir meilleur. « Une promesse qui ne soit pas une promesse rêvée, mais concrète, d'un commun, d'un projet collectif qui soit juste, propre, respectueux des travailleurs. » La deuxième, c'est que cette transition soit juste socialement. « Qu'elle ne crée pas de nouvelles inégalités, mais aussi qu'elle contribue à résorber les inégalités existantes. » La dernière condition est que cette transition soit menée démocratiquement, avec le plus grand nombre, notamment les plus éloignés de la décision politique. Il faut donc que cette dynamique soit partagée, avec les associations, les entreprises, les acteurs territoriaux et les organisations syndicales...

Les associations et l'innovation : oser une approche singulière !

L'atelier du Congrès intitulé « Innovation, invention : de quoi parle-t-on ? » a choisi de valoriser ce que les associations apportent par leurs conceptions et pratiques spécifiques. Leurs innovations se construisent de manière pragmatique, au plus près des attentes des personnes accompagnées, en tablant sur l'engagement et la créativité des équipes. Par leur créativité, elles parviennent aussi à s'inscrire dans le débat public, en se décalant des normes sociales et des représentations communes. C'est d'ailleurs en pesant sur les mentalités, et non par la conquête de marchés, que se joue pour elles le fameux « passage à l'échelle » dont il est souvent question en matière d'innovation. Mais encore faut-il se dégager des conceptions dominantes, que l'on intègre parfois inconsciemment. Pour cela, huit clés ont été proposées pour observer ces innovations associatives : le rapport aux publics, aux normes, au temps,

au collectif, aux politiques publiques, à l'échelle, au territoire, à la transformation sociale. Après l'introduction de l'Uniopss, les témoignages de Marie-Laure Le Corre, directrice générale de l'association Gabriel Deshayes, sur un code de la route adapté aux mal voyants et malentendants, et de Rémi Locquet, directeur de l'Ehpad Rennes St-Louis du Groupe Hospitalité Saint-Thomas de Villeneuve, sur un dispositif d'accompagnement hors les murs à partir d'un Ehpad, ont amorcé une session dynamique : les participants ont apprécié de partager un récit positif de leurs parcours en innovation. Les apports du réseau Uniopss sur ce sujet sont à retrouver dans le Cahier technique « Les associations réinventent l'innovation. » **Christine Chognot, responsable de la Mission de Recherche et Prospective de l'Uniopss** et **Catherine Humbert, directrice de l'Uniopss Grand-Est.**

Stéphane Le Teuff a rappelé également qu'il est important de donner aux acteurs de terrain la liberté d'innover et d'expérimenter, mais aussi de se situer dans une perspective d'investissement. « *Il convient sans doute d'arriver à croiser cette transition écologique avec des perspectives nouvelles d'activités et d'emplois nouveaux.* » Mais toutes ces mutations se heurtent aussi à un certain nombre de tensions qu'il s'agisse de fractures sociales ou territoriales, car toutes les zones de notre pays ne sont sans doute pas logées à la même enseigne. Un autre point de crispation repose sur une forme de contradiction : « *alors que la situation écologique est de plus en plus catastrophique et que le GIEC nous invite à agir très vite, la mobilisation du plus grand nombre autour de cette transition nécessite forcément de s'inscrire dans un temps long* », note Timothée Duverger.

Contrat de transition

Le défi écologique passe donc par un changement culturel rapide qui concerne les citoyens, les territoires, mais également les entreprises, les associations et les acteurs de l'ESS qui doivent sans doute apprendre à mieux dialoguer entre eux pour se projeter ensemble vers cet objectif. Une méthode solide est également une condition de la transition selon Laurent Berger. L'Europe est un premier cadre d'impulsion pour fixer les trajectoires, permettre des investissements massifs, mais aussi créer de la solidarité entre les États membres. Il faut ensuite décliner ces différentes orientations en fonction des réalités territoriales. « *J'avais émis l'idée de contrat de transition écologique dans lequel chaque territoire se fixe une trajectoire, des défis et opère ses propres transformations en fonction de ses ressources.* »

Encore faut-il s'entendre sur ce que l'on entend par territoire. « *Le territoire c'est quoi ? Ce n'est pas une entité administrative. Sinon, on va avoir du mal à se mettre d'accord sur laquelle. L'objectif c'est un concours d'acteurs qui définissent un problème public et des solutions pour le résoudre* », a précisé Timothée Duverger. La transition implique également de travailler un cadre législatif sans doute différent, ce qui ne veut pas forcément dire une inflation de textes et de réglementations. « *Nous devons réfléchir collectivement à ce que doit être notre modèle de développement, en incluant des indicateurs qui ne sont pas uniquement liés à la performance économique mais qui intègrent également des éléments comme la santé ou l'éducation* », a conclu Laurent Berger. Bref un vaste chantier qu'il conviendra d'engager dès le début de ce quinquennat ●



Quand la participation relève d'une volonté participative politique affirmée !



Par le témoignage de l'association bretonne Kan Ar Mor, qui accueille des personnes adultes en situation de handicap mental et psychique et des personnes

âgées, sur la réécriture de son projet associatif, inscrit dans un processus d'élaboration collective, l'atelier du Congrès intitulé « Gouvernance participative : un levier d'attractivité et de pérennité pour les associations » a voulu montrer à quel point la dynamique participative est un enjeu majeur d'évolution. Les représentants de Kan Ar Mor ne décrivent pas leur démarche comme un modèle, mais bien comme une intention forte de donner une place à chacun des acteurs de l'association, personnes accompagnées, familles, administrateurs et professionnels, dans la gouvernance associative. Ils n'ont certes pas évité certains écueils et difficultés, qui leur ont appris beaucoup, mais ils ont observé des avancées dans l'effectivité de l'expression de chacun des acteurs. En effet, si leur démarche de réécriture du projet associatif a pu poser le principe d'un travail collaboratif, volontaire et ouvert aux différents acteurs, la participation des usagers s'est révélée compliquée à mettre en œuvre et a dû être adaptée dans les établissements pour que chacun puisse exprimer ses besoins, ses souhaits. Cette participation des usagers a revêtu différentes formes dont celle déployée au foyer d'Audierne et pour laquelle sont venues témoigner dans un temps fort de l'atelier, deux personnes accompagnées et une professionnelle, aide médico-psychologique.

Isabelle Léomant

La société inclusive à quel prix ?

Le premier temps de la plénière de clôture du Congrès de l'Uniopss est revenu sur l'objectif de rendre la société plus inclusive. Une démarche nécessaire, mais qui n'est pas sans danger.

À l'aube d'un nouveau quinquennat, les attentes des acteurs associatifs sont évidemment nombreuses. Mais au-delà des secteurs visés, quel devra être le sens général de toutes ces réformes, notamment concernant la société inclusive ? Telle a été la question auxquels ont tenté de répondre les intervenants du premier temps de la séance plénière de clôture du Congrès de l'Uniopss le 14 mai dernier. Selon Patricia Sitruk, membre du Conseil de Recherche et Prospective de l'Uniopss, une démarche inclusive comporte des risques. Le premier est celui de l'incantation qui consiste à utiliser ce terme « *comme une sorte de formule magique qu'il suffit de distiller ici ou là, pour être quitte de toute action à mettre en œuvre.* » Le deuxième danger est que ce volontarisme ne prenne la forme d'injonction, avec une insuffisante co-construction des réponses et une participation limitée des personnes concernées. C'est également une politique du chiffre avec un décalage entre les objectifs et les moyens. Le troisième risque est l'instrumentalisation : c'est faire de l'inclusion sociale une sorte de cheval de Troie d'une vision comptable des politiques sociales. Il faut enfin se garder de remettre

en cause de façon brutale les institutions, à partir d'une vision dogmatique de la désinstitutionnalisation. Mais cette démarche inclusive peut également déboucher sur des évolutions tout à fait souhaitables. Elle peut tout d'abord conduire à « *une évolution des pratiques des acteurs, avec la prise en compte des individus sujets de droit, plutôt que de personnes assujetties à un statut.* » Cette démarche peut également permettre aux acteurs de la solidarité de valoriser leur immense capacité d'innovation pour répondre aux besoins et aux aspirations de toutes les personnes qu'ils accompagnent. Des acteurs qui, dans ce cadre, ont l'occasion de bénéficier enfin de la reconnaissance qu'ils méritent.

Réguler la montée des individualismes

Selon Robert Lafore, professeur émérite de droit public et président du Conseil de Recherche et Prospective de l'Uniopss, cet objectif d'inclusion vient bouleverser les politiques sociales : « *ce passage de l'insertion à l'inclusion est une remise fondamentale du modèle de politique assistancielle élaboré en France. On a construit ce système d'établissement avec des catégories et des sous-catégories. Ce modèle se défait, puisqu'il faut penser en termes de plateforme, de parcours.* » Dans ce contexte, nous assistons également à une transformation fondamentale des rapports dans la société, avec un primat de l'individu sur toute autres considérations. Pour permettre de concilier toutes ces aspirations particulières, tous ces droits individuels, il semble nécessaire, selon Robert Lafore, de promouvoir les médiations sociales, dont les associations sont des actrices fondamentales. « *Les médiations sociales acquièrent une importance considérable pour construire du collectif, arracher les individus à leur individualité et faire que l'universel les constitue comme des sujets.* » •



Vous souhaitez (re)vivre cet événement ?

Quels engagements pour une véritable transformation sociale ?

La table ronde du deuxième temps de la plénière de clôture du Congrès a permis d'étudier les leviers pour un modèle social et solidaire renouvelé. Une occasion de repenser la place des plus fragiles dans la société...

À la lecture du plaidoyer de l'Uniopss, élaboré à l'occasion de l'élection présidentielle, quatre axes avaient émergé : la participation et la citoyenneté de tous sans exception, ce qui suppose la reconnaissance de chaque personne, l'affirmation d'un modèle social solidaire et renouvelé, la construction de politiques sociales donnant sens au vivre ensemble et la reconnaissance des associations dans le renforcement du maillage social. Si pour le public du Congrès, l'affirmation d'un modèle social renouvelé a emporté les suffrages, plusieurs conditions semblent nécessaires pour atteindre ces différents objectifs. Selon Carole Le Floch, conseillère technique à l'IRTS Parmentier, personne qualifiée au titre de son savoir expérimental sur l'exclusion, il n'est pas compréhensible que l'on fasse encore du surplace sur cette question aussi évidente qu'est la participation. « *J'ai le sentiment que certaines personnes seront toujours considérées comme des sous-citoyens...* » Pour Laurent Chambaud, directeur de l'École des hautes études en santé publique, un des principaux défis est d'avoir vraiment une réflexion sur le tissage entre les politiques sociales et les politiques sanitaires, dans une logique de décloisonnement. Le deuxième élément essentiel est de considérer les interventions sociales et sanitaires non pas comme une dépense, mais comme un investissement.

Vulnérabilités : un débat nécessaire

Enfin, il semble nécessaire de redonner de la valeur aux métiers du social et du sanitaire, en accompagnant leurs évolutions et en misant sur la formation, ce qui conduira mécaniquement à une augmentation des compétences et des rémunérations. Une vision qu'a partagé Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss, qui a également souligné la nécessité de se poser collectivement la question de la place de la vulnérabilité et de l'exclusion. « *Quand on pourra avoir un débat sur ce que notre nation souhaite pour les personnes vieillissantes, la question de l'attractivité des métiers changera énormément.* » Comment permettre que les personnes qui ne sont pas dans la vision collective, mais qui existent, ne soient pas invisibles ? « *C'est l'une des priorités qu'on peut se fixer pour les associations et le réseau Uniopss-Uriopss.* » ●



© Françoise Stjepovic



© Françoise Stjepovic

Promouvoir une société plus durable

Devant tous les défis écologiques et sociaux qui attendent notre société, les associations doivent faire entendre leur voix et affirmer leurs valeurs. Tel est en substance le message qu'Olivier Hammel, vice-président de l'Uniopss a souhaité faire passer lors du discours de clôture du dernier Congrès de l'Uniopss. Tout ceci implique d'avoir une vision de la protection sociale durable abordée comme un investissement pour renforcer notre vivre ensemble et non comme une charge. Il convient donc de sortir au plus vite de cette logique comptable de la protection sociale que nous impose les pouvoirs publics. Cette vision durable doit irriguer également l'accompagnement des personnes. « *Cela se traduit concrètement par l'idée qu'un enfant va grandir, devenir adulte, va vieillir, et tout ce parcours-là doit être envisagé dans l'accompagnement que nous faisons.* » Pour exister et faire face, les associations doivent continuer à se situer dans une perspective d'échanges, d'ouverture vis-à-vis de différents partenaires et de dialogue, que ce soit avec les pouvoirs publics malgré la difficulté parfois de l'exercice, mais aussi avec les personnes accompagnées pour rester toujours au plus près de leurs besoins. « *Il ne faut pas rester seul. Jouer dans un orchestre, c'est jouer collectif. Il convient de jouer sa partition, mais en écoutant les autres. C'est comme cela que l'on rendra la société plus humaine et plus vivable.* » ●

Nous vous donnons rendez-vous dans l'espace dédié mis en ligne sur le site de **Colloque-TV** (rubrique « Colloques ») : vous y trouverez les vidéos et audios de l'ensemble des plénières ainsi que les audios de chacun des 19 ateliers et forums !